



De l'identification à l'inhumation, le délicat travail lors des décès de migrants à Calais

Calais, 10 mai 2016 (AFP) -

Identifier la victime et faciliter son inhumation: médecins légistes et associations tentent de rendre dignité aux migrants qui trouvent la mort dans le Calaisis lors de leur périlleuse quête d'Angleterre.

Au moins vingt-cinq d'entre eux ont péri depuis juin 2015, heurtés par un véhicule ou un train, noyés, ou électrocutés sur le site d'Eurotunnel. Dernier en date, lundi matin, un Pakistanais de 24 ans, dont le rêve d'Angleterre a été fracassé par une voiture sur la rocade portuaire de Calais.

"Dès qu'une mort violente se produit sur la voie publique, la justice est saisie. Le corps sera systématiquement autopsié pour qu'aucune ambiguïté sur son décès ne subsiste", explique à l'AFP Stéphane Chochois, médecin légiste et chef de l'unité médico-judiciaire au centre hospitalier de Boulogne-sur-Mer.

L'identification des corps peut ensuite prendre des mois et les dépouilles restent parfois longtemps à la morgue. Il faut activer toutes les pistes: interroger les compagnons de voyage du migrant décédé, mettre la main sur tout document attestant son identité - le Pakistanais décédé lundi était, lui, en possession de papiers - faire parler des puces de téléphone ou, à défaut, ses empreintes et son ADN.

Certaines conditions particulièrement terribles du décès ne facilitent pas non plus cette tâche. Le médecin légiste se souvient ainsi d'un corps disséminé "sur 20 mètres" l'été dernier "après avoir été trainé par un train".

- Soutien psychologique -

Mais la plupart du temps, seules les associations permettent d'établir le lien entre la police, l'hôpital ou les pompes funèbres et les familles ou la communauté de la victime.

"Souvent, la police m'envoie des photos +présentables+ que j'imprime et qui me permettront de retrouver des proches habitant la +Jungle+ pour identifier définitivement puis préparer l'après", raconte Lou, psychologue au sein de Médecins du Monde.

Le soutien psychologique est central dans ses missions: "lorsqu'une Syrienne de 26 ans décède après avoir été percutée par une voiture en octobre, sous les yeux de son fils de 9 ans, il y a du boulot... A Eurotunnel, par exemple, les agents bénéficient d'un soutien: les migrants eux, n'en ont aucun".

Elle accompagne alors les communautés et les guide dans leurs démarches administratives.

"Faire rapatrier un corps n'est pas toujours évident quand on vit à des milliers de kilomètres, surtout quand on ne maîtrise pas la langue ni les us et coutumes", dit-elle.

- "On ne meurt jamais par hasard à Calais" -

La jeune bénévoles pointe également le caractère aléatoire de chaque situation: "les liens changent en fonction des ambassades, dont certaines financent en partie le rapatriement, le prix (de ces derniers) qui varient fortement ou les procédures parfois très compliquées".

Si les familles dans le pays d'origine ont pu être contactées, souhaitent et peuvent se permettre de payer des rapatriements oscillant entre 3.000 et 6.000 euros, les démarches sont relativement rapides. La diaspora peut aussi décider de se cotiser pour offrir une inhumation digne à ces malheureux.

A défaut, un enterrement est organisé dans la commune où est décédée la victime, qui ne peut refuser le corps.

Dans le cimetière nord de Calais, les tombes de migrants sont ainsi facilement repérables au milieu du carré musulman: une simple croix en bois, sur laquelle est gravé un nom accompagné le plus souvent de la seule date de décès. Il y a parfois des restes de fleurs, fanées, sur le petit monticule de terre livré aux mauvaises herbes.

Lorsqu'aucune identification n'est possible, ils sont enterrés plus loin. Lou, pointe alors du doigt un endroit isolé du cimetière: le carré des indigents.

Pensive, elle soupire: "que ce soit à la frontière ou au bidonville, on ne meurt jamais pas hasard à Calais".

dac/rl/kp

Afp le 10 mai 16 à 12 40.